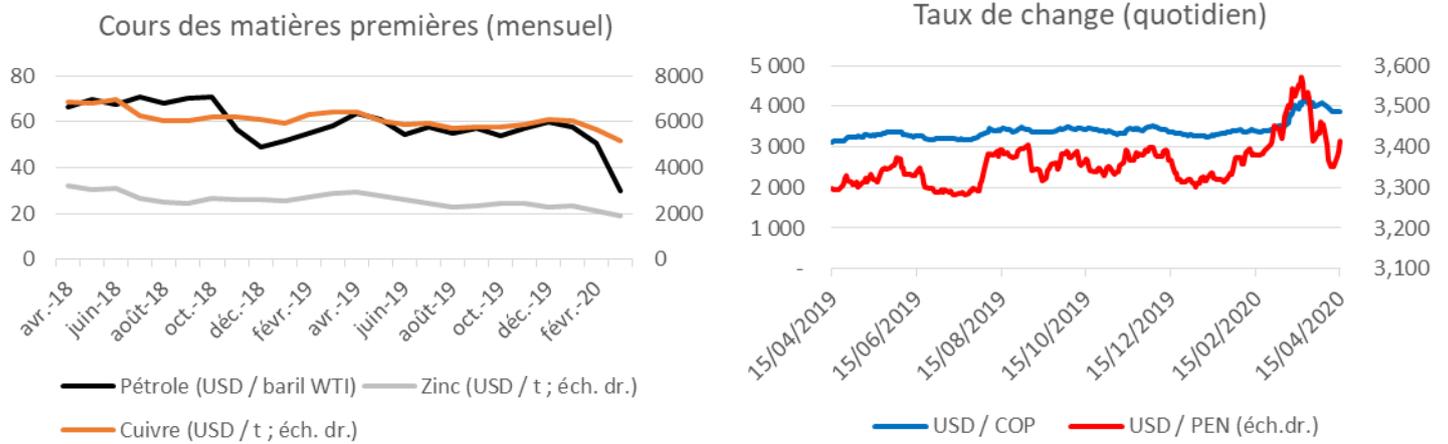




Région

2019 – Population : 138 M

PIB : 785 Mds USD



Mesures de santé publique.

	Interdiction d'entrée	Limite des rassemblements	Fermeture d'établissements	Confinement
Bolivie	Fermeture toutes frontières et vols commerciaux (sauf marchandises) ; 1.500 Boliviens à la frontière chilienne sont empêchés de rentrer en Bolivie	Interdiction de tout rassemblement	Tout sauf biens et services essentiels ; secteur financier : personnel et horaires réduits	Confinement et couvre-feu national jusqu'au 30/4, hors secteurs essentiels ; ravitaillement biens essentiels entre 7 et 12h seulement ; transport public et privé (hors biens) suspendu
Colombie	Fermeture toutes frontières (et entrées aériennes à partir du 23/03, pour 30j)	50 personnes (10 à Cali)	Bars et discos ; tous établissements scolaires jusqu'au 30/05 (gym et ciné ont fermé d'eux-mêmes, ainsi que certaines chaînes resto)	Isolement pour tous (sauf sorties essentielles) jusqu'au 27/04 (30/05 pour seniors) ; masque obligatoire pour déplacements autorisés et transports publics ; « pico y cedula » dans toutes métropoles ; sorties H ou F selon jour
Equateur	Toute entrée ; arrêt tous vols en avril	Pas de rassemblements ; déclaration urgence sanitaire ; fermeture écoles avril et mai	Tout public et privé sauf santé, alimentaire, sécurité, télécom et services financiers	Confinement prolongé (au 26/04 au moins) puis possible déconfinement par province. Couvre-feu national à partir de 14h. Province Guayaquil : zone sécurité nationale. Port masque obligatoire dans espace public
Pérou	Fermeture frontières ; vols interdits hors rapatriements coordonnés entre Etats	Selon type établissement autorisé ; village des jeux panaméricains en hôpital de campagne 3000 lits ; activités de masse limitées jusqu'à fin 2020	Tout sauf alimentaire, banques, santé, essence ; poursuite activité mines autorisée (personnel réduit) ; reprise cours, en virtuel uniquement	Confinement jusqu'au 26/04 hors déplacements essentiels (déconfinement progressif jusqu'à la fin de l'année) ; couvre-feu 18h - 4h (et dimanche toute la journée) ; véhicules particuliers interdits ; port masque obligatoire dans espace public ; sorties H ou F selon jour
Venezuela	Fermeture des frontières ; retours de migrants VE de la Colombie vers VE (quelques centaines)	Cf. confinement ; désinfection des lieux publics	Tous établissements sauf essentiels. Fermetures tous magasins à 12h (supermarchés à 16h), bouclage certains quartiers à 12h, couvre-feu à 19h	Total (sauf exception) – hospitalisation obligatoire pour tous contaminés (23.500 lits disponibles selon le gouvernement, seulement 206 en ICU selon ONG) ; prolongation 30 jours état d'alarme. Restriction circulation dans certaines régions (laissez-passer)

Mesures et annonces économiques.

	Macro	Sectoriel	Banque centrale
Bolivie	Subventions personnes fragiles au chômage technique ; IS reporté à mai ; baisse attendue >40% royalties gaz régions ; <u>Bono Universal : 73 USD par hab. sans autres subventions (4 M) ; Plan Empleo (217 MUSD crédits à 5 ans TPE) ; Plan apoyo pago salario : crédits pour couvrir salaires</u>	Fin droits douane pour médicaments et blé ; travail en horaires continus ; prise en charge partielle par gouvernement factures fluides ménages ; sécurisation approvisionnement gaz ménages ; report échéances crédit particulier et entreprises secteur prioritaire ; <u>100.000 TPE ont fait faillite</u>	BCB injectera 3,4 Mds BOB (494 MUSD) via « politique non conventionnelle » ; rachat par BCB 505 MUSD obligations détenues par AFP (pour 1,5 Md USD nouvelles liquidités) ; prêt 1 Md USD au gouvernement
Colombie	Total mesures publiques soutien : 15.000 Mds COP (3,7 Mds USD) ; décaissement 250 MUSD BM ; interdiction hausse prix biens de base ; demande renouvellement FCL 11 Mds USD (approuvée par DG) ; prise en charge par gouvernement charges patronales (12%) en avril et mai ; baisse attendue remesas 30 à 45% en 2020	Report IS et TVA S1 vers S2 ; Avianca : risque faillite <3 mois, note baissée par S&P à CCC) ; mesures commerciales banques pour crédits ; garantie prêts (60%, max 3.315 M COP) par gouvernement à hauteur 1% PIB ; projet ligne crédit (remboursable) public pour prise en charge salaires PME ; 1,15 M emplois devraient être perdus	Emission de 1 Md USD NDF pour sécuriser taux de change opérateurs ; + d'entités éligibles à fenêtre liquidité et repo ; fenêtre repo étendue de 30 à 90 jours ; baisse 50 points de base taux directeur, à 3,75%. <u>Banrep a racheté 8.000 des 10.000 Mds COP dette privé possible</u>
Equateur	<u>Baisse de la note souveraine Fitch de CC à C. Demande moratoire intérêts obligation souveraine jusqu'au 15/08. RFI 500 MUSD au board FMI le 27/04 ; pertes économiques évaluées à 2% PIB par mois confinement. Annonce fonds solidaire 1,3 Md USD (abondé salariés privés et fonctionnaires publics)</u>	Report IR de 60 jours pour les entreprises. Possible restructuration dettes banques y (60 jours). Suspension (3 mois) charges patronales. <u>Possible accord entreprises pour baisses salaires contre absence dividendes. Déclaration force majeure sur pétr (suspension X) jusqu'à fin avril</u>	Swap d'or 300 MUSD (taux annuel 2,6%) pour assurer liquidité
Pérou	Transfert 760 PEN pour foyers pauvres ; mesures commerciales banques pour crédits. Plan total Covid : 26,4 Mds USD (12% PIB dont 5,9 Mds approuvés) ; perte 1M emplois prévue dans PME ; pas de cotisation AFP avril et mai ; subventions entreprises pour salaires < 1500 PEN ; <u>gouvernement permet chômage partiel</u>	Baisse droits de douane pour 65 lignes santé ; report 3M IR et IS pour sociétés CA < 6 MUSD ; possible reprise certains secteurs le 13/04 ; péages publics suspendus (et 32 des 50 privés). <u>Mine Las Bambas déclare force majeure pour impossibilité remplir obligations contractuelles ; transfert 120 MUSD aux collectivités locales pour poursuite petits projets infra</u>	Injection 500 M PEN en repo 6 mois ; limites opérations en devises relevées ; baisse taux directeur de 2,25% à 1,25% ; flexibilisation normes liquidités devises avril, libérant 2 Mds PEN ; <u>30 Mds PEN via crédits garantis par Ministère des finances pour 350.000 PME avec un horizon de 3 ans</u>
Venezuela	Demande FMI facilité financière 5 Mds USD (refusé en absence reconnaissance d'un gouvernement) ; paiement par gouvernement salaires employés PME ; interdiction licenciements jusqu'à décembre 2020 ; recul PIB 21% en 2020 selon BBVA	Plan investissement agricole pour assurer les 7M CLAP. Crédits bancaires vers secteurs prioritaires. Moratoire 6 mois crédits bancaires, loyers, télécoms. Suspension droits douane pour importations produits 1 ^{ère} nécessité	Très faibles réserves de change (6,9 Mds USD). Emission monétaire pour financement mesures (<u>106 MUSD en mars</u>) ; fin partielle amendes en cas non-respect réserves obligatoires ; interventions stabilisation change fin mars

Le classement des principales banques sud-américaines globalement inchangé en 2019.

Les banques brésiliennes continuent d'occuper les cinq premières places par actifs bancaires, devant les grandes banques mexicaines et colombiennes (Grupo Aval passant notamment de la 8^e à la 7^e place). Les onze banques classées de la région andine affichent des actifs bancaires combinés inférieurs à ceux de la principale banque brésilienne.

Rang 2019	Rang 2018	Banque	Pays	Actifs fin 2019 (Mds USD)
1	1	Itau Unibanco Holding	Brésil	407
2	2	Banco do Brasil	Brésil	366
3	3	Banco Bradesco	Brésil	345
4	4	Caixa Economica Federal	Brésil	322
5	5	Banco Santander Brasil	Brésil	190
7	8	Grupo Aval	Colombie	90
11	11	Bancolombia	Colombie	72
18	18	Banco de Credito de Peru	Pérou	45
21	20	Grupo Bolivar	Colombie	41
23	27	Intercorp Peru	Pérou	28
26	28	Banco BBVA Peru	Pérou	25
28	30	Scotiabank Peru	Pérou	23
30	31	BBVA Colombia	Colombie	20
39	42	Banco Pichincha	Equateur	14
40	47	Banco GNB Sudameris	Colombie	13
48	48	Scotiabank Colpatria	Colombie	11

Bolivie**2019 – Population : 12 M****PIB : 42 Mds USD****Le gouvernement prolonge le confinement jusqu'au 30 avril et annonce de nouvelles mesures économiques.**

Suivant les conseils de son « comité scientifique », la Présidente Jeanine Áñez a annoncé que le confinement sera prolongé de 15 jours jusqu'au 30 avril mais que son gouvernement pourrait flexibiliser cette mesure pour certaines régions. Elle a également annoncé le paiement, à partir du 30 avril, du Bono Universal de 73 USD aux 4 M de citoyens ne bénéficiant pas déjà d'autres programmes sociaux. Sera également distribué dès cette semaine le Bono Familia de 73 USD (paiement unique) par enfant scolarisé. Pour les entreprises, le gouvernement prévoit des crédits à taux réduits (remboursables en 18 mois et payés à partir du 7ème mois) pour des montants équivalents à 2 salaires minimums par employé. Finalement, un fonds de 217 MUSD sera destiné à des crédits pour les TPE et PME, remboursables sur 5 ans. 720 000 micro, petites et moyennes entreprises seraient éligibles à ce fonds.

100 000 micro et petites entreprises ont déclaré faillite depuis le début de l'urgence sanitaire.

La Confédération de la Micro et Petite Entreprise-Conamype a informé que 100 000 micro et petites entreprises (sur un total de 600 000 dans tout le pays, dont 180 000 formelles) ont déclaré faillite pendant l'urgence sanitaire, entraînant la perte de 500 000 à 600 000 emplois (sur 1,5 M de travailleurs du secteur). Les secteurs les plus affectés sont le secteur manufacturier, le textile, le bois, le cuir et le métal-mécanique. La Conamype estime que sans aides supplémentaires, 100 000 autres entreprises pourraient faire faillite d'ici le 30 avril, date de la fin du confinement. L'interdiction de licencier pendant l'urgence sanitaire est difficile à faire respecter dans un contexte où les deux tiers des micro et petites entreprises sont informelles. Le secteur a demandé des aides au gouvernement sous la forme de crédits avec un taux d'intérêt maximum de 6% et une période de grâce de 6 mois.

Le gouvernement sollicite 1 Md USD en crédits à des organismes internationaux.

Le vice-ministre du Trésor et Crédit Public a annoncé que le gouvernement a sollicité des crédits à la BID et la CAF pour des montants de 350 MUSD chacun, ainsi qu'au FMI pour 300 MUSD dans le cadre de la lutte contre l'épidémie du covid-19. Actuellement la dette externe publique de la Bolivie atteint les 11,3 Mds USD, soit 17% du PIB.

Colombie**2019 – Population : 48 M****PIB : 328 Mds USD****Le projet d'autoroute Pasto – Popayán sera adjugé en 2021.**

Faisant partie du programme 5G, ce corridor stratégique comprendra 268 km de construction nouvelle (dont 9 km de tunnels), 157 km d'amélioration et 84 km de réhabilitation, pour un investissement total de 4.500 Mds COP (1,06 Md EUR). Le coût élevé au km s'explique par la forte instabilité géologique des sols sur le trajet. Une fois achevé, il devrait permettre de diviser par deux le temps de trajet entre les deux villes, actuellement de 6h30.

Ecopetrol mobilise l'intégralité de ses lignes de crédit.

Après avoir récupéré la trésorerie associée à ses lignes de crédit auprès de Scotiabank (430 MUSD) et Mizuho Bank (235 MUSD), le groupe public pétrolier a sollicité des prêts de trésorerie à hauteur de 410 MUSD. Ecopetrol dispose ainsi désormais d'une trésorerie de 3,7 Mds USD pour affronter la crise liée aux bas cours du pétrole.

La vente d'Electricaribe rebat les cartes du marché électrique colombien.

En mars 2020 s'est concrétisée la vente de la société à deux investisseurs/opérateurs, qui reprennent un marché de 10 millions d'utilisateurs de la région caribéenne avec un investissement global sur 10 ans estimé à hauteur de 8,7 Billions COP (soit 2 Mds EUR). EPM sera chargé de Caribe Mar (1.51 M de clients) dans les départements Bolívar, Sucre, Córdoba et Cesar, tandis que Consorcio Energía de la Costa (Enerpereira) reprendra Caribe Sol (1.21 M de clients) dans l'Atlántico, Magdalena et la Guajira. Ainsi, la nouvelle répartition du marché de la transmission et commercialisation d'énergie électrique nationale est : 35% EPM, 25% Codensa-Enel, 14% Enerpereira, 8% Celsia.

Equateur**2019 – Population : 17 M****PIB : 108 Mds USD****Nouvelle dégradation de la note souveraine.**

Suite à la demande de moratoire de paiement des intérêts des bons souverains jusqu'au 15 août (811 MUSD) et à la baisse de la production pétrolière, Fitch a abaissé une nouvelle fois la note souveraine de l'Equateur, de CC à C.

Chute de la production pétrolière suite à l'endommagement de deux oléoducs.

Suite à la destruction de plusieurs tronçons des 2 oléoducs (OCP, privé et SOTE, public) provoquée par des écroulements de terrain en Amazonie, Petroecuador a notifié l'arrêt temporaire des exportations de pétrole (à partir du 16 avril et au moins jusqu'à la fin avril). La production de pétrole du pays a diminué de 37%, soit environ 205 000 barils par jour (contre 540 000 barils par jour habituellement). Le ministre de l'Energie a annoncé que cette baisse de la production accélèrera les négociations contractuelles avec Petrochina et Petrothailandia.

Annnonce de nouvelles mesures pour faire face à la crise.

Le Président Moreno a annoncé de nouvelles mesures économiques pour faire face à la crise sanitaire, qui doivent néanmoins être approuvées par l'Assemblée nationale. Parmi ces mesures, la création d'un fonds humanitaire destiné à renforcer le système de santé (entre 1 Md et 1,3 Md attendu et abondé par les entreprises, les salariés du public et le privé) et l'interdiction d'expulsion de son logement pendant et 60 jours après la crise sanitaire. Le Président a évoqué une renégociation avec les créanciers de la dette publique.

Pérou**2019 – Population : 32 M****PIB : 229 Mds USD****Le ministère du Travail (MTPE) autorise la suspension temporaire d'activité.**

Après un mois de confinement, le gouvernement autorise les entreprises à appliquer la « suspensión perfecta de labores » à partir du 15 avril et le temps l'Etat d'Urgence sanitaire (jusqu'au 9 juillet). Il consiste en la suspension, jusqu'à 3 mois, de la prestation de travail que le travailleur doit fournir, ainsi que sa rémunération, tout en conservant le lien (contrat) de travail. L'application de la « suspensión perfecta » doit être justifiée et utilisée comme dernier recours si le télétravail, les licences rémunérées ou autres accords entre l'employé et l'employeur ne sont pas possibles. Faute de quoi l'entreprise est passible de sanctions (jusqu'à 112 300 PEN ou 33 000 USD) suite à une inspection. En revanche, l'Etat financera les cotisations à l'Assurance Sociale (Essalud) et les travailleurs affectés par cette mesure de chômage partiel conserveront le droit d'y accéder. Ces derniers pourront également disposer de leur fonds AFP à hauteur de 2 000 PEN (586 USD) et de leur compte épargne chômage (normalement accessible qu'en cas de chômage) à hauteur d'un salaire brut par mois.

Les mines Las Bambas auraient invoqué la force majeure, ne pouvant plus respecter leurs obligations contractuelles.

Selon l'agence de presse Reuters, la mine, propriété de la société MMG, filiale de China Minmetals Corp, aurait des difficultés pour transporter sa marchandise en raison de l'Etat d'Urgence qui limite significativement les déplacements. Déjà en mars, la 9^{ème} mine de cuivre au monde en termes de production (382 000 tonnes en 2019) avait ralenti ses opérations et annoncé que les livraisons allaient se réduire suite à la déclaration de l'Etat d'Urgence. La force majeure, invoquée par les entreprises quand elles ne peuvent plus respecter leurs obligations contractuelles, n'a pas été officiellement confirmée par MMG.

L'Autorité de la Concurrence-Indecopi autorise l'achat de Luz del Sur par China Yangtze Power.

La Commission de Défense de la Libre Concurrence de l'Indecopi a autorisé sous conditions l'achat de Luz del Sur, à l'origine propriété de l'américaine Sempra Energy, par une entreprise du groupe China Three Gorges (CTG) pour 3,6 Mds USD. Ainsi, afin de ne pas affecter les tarifs du service, Luz del Sur, entreprise de distribution d'énergie, ne pourra pas se ravitailler librement auprès de ses propres entreprises génératrices et devra au contraire organiser des appels d'offres via Osinergmin (régulateur d'énergie). Cette disposition est valable pour les contrats de distribution électrique pour les clients dans la zone de concession de Luz del Sur.

Venezuela**2019 – Population : 28 M****PIB : 70 Mds USD****Le FMI revoit à la baisse ses prévisions pour 2020.**

Les services du FMI prévoient un recul du PIB de 15% en 2020, contre -10 initialement envisagés. En 2021, l'activité reculerait de -5%. Par ailleurs, les tensions inflationnistes repartiraient à la hausse, avec une augmentation des prix de 15.000% en 2020 alors que l'inflation en 2019 était comprise entre 7.374% (Assemblée nationale) et 9.585% (Banque centrale).

La production pétrolière recule en mars.

Selon les estimations de l'OPEP, la production s'élève à 660.000 b/j en mars, soit une contraction de 13% par rapport à février 2020. Face à l'effondrement du prix du pétrole et l'épidémie de covid-19, le gouvernement serait en négociation avec la Chine pour obtenir un soutien financier. Cette aide chinoise pourrait se traduire par le rééchelonnement de la dette (14 Mds USD remboursés par des cargaisons pétrolières).

Le Trésor américain prolonge de 3 mois la licence 5 qui protège Citgo.

Les opérations relatives à l'obligation PDVSA 2020, gagée sur 50,1% de Citgo, sont suspendues jusqu'au 22 juillet 2020. Cette modification empêche une saisie immédiate des actifs de la filiale américaine de PDVSA par les détenteurs de l'obligation suite au défaut sur les échéances d'octobre dernier et d'avril (986 MUSD).

L'Assemblée nationale approuve la constitution d'un fonds de 80 MUSD pour l'urgence sanitaire et la défense de la démocratie.

Parmi les dépenses approuvées, 36 MUSD seront consacrés à l'aide humanitaire, 15 MUSD à la visibilité de l'Assemblée (9 MUSD destinés aux relations extérieures et 6 MUSD à la communication) et 5 MUSD à la défense de la démocratie. Le comité qui gèrera ces ressources financières pourra bénéficier du soutien technique de l'OEA. L'Assemblée nationale a également approuvé le transfert des fonds de la Banque centrale déposés à la Citibank vers un compte détenu à la Réserve fédérale de New-York.

Dossier du mois**Le risque pays**

La double crise du Covid-19 et de la baisse des cours pétroliers a affecté le risque pays dans la région, déjà touchée par des perspectives de croissance en baisse dans le contexte du recul de la demande chinoise et des contestations sociales ou électorales.

La **Bolivie (BB- S&P / B1 Moody's / B+ Fitch)** a vu sa notation abaissée par Moody's et Fitch suite à la crise politique de fin 2019. Moody's a justifié sa décision par la diminution des réserves de change, les difficultés du secteur gazier, les perspectives de croissance réduites et l'incertitude politique. Pour Fitch, la perspective négative découlait de la réduction significative des réserves de change qui menace le taux de change fixe.

En **Colombie (BBB- / Baa2 / BBB-)**, Fitch a abaissé au dernier cran « investissement » la notation pays début avril, dans le contexte de la pression sur la balance courante engendrée par la baisse des cours pétroliers.

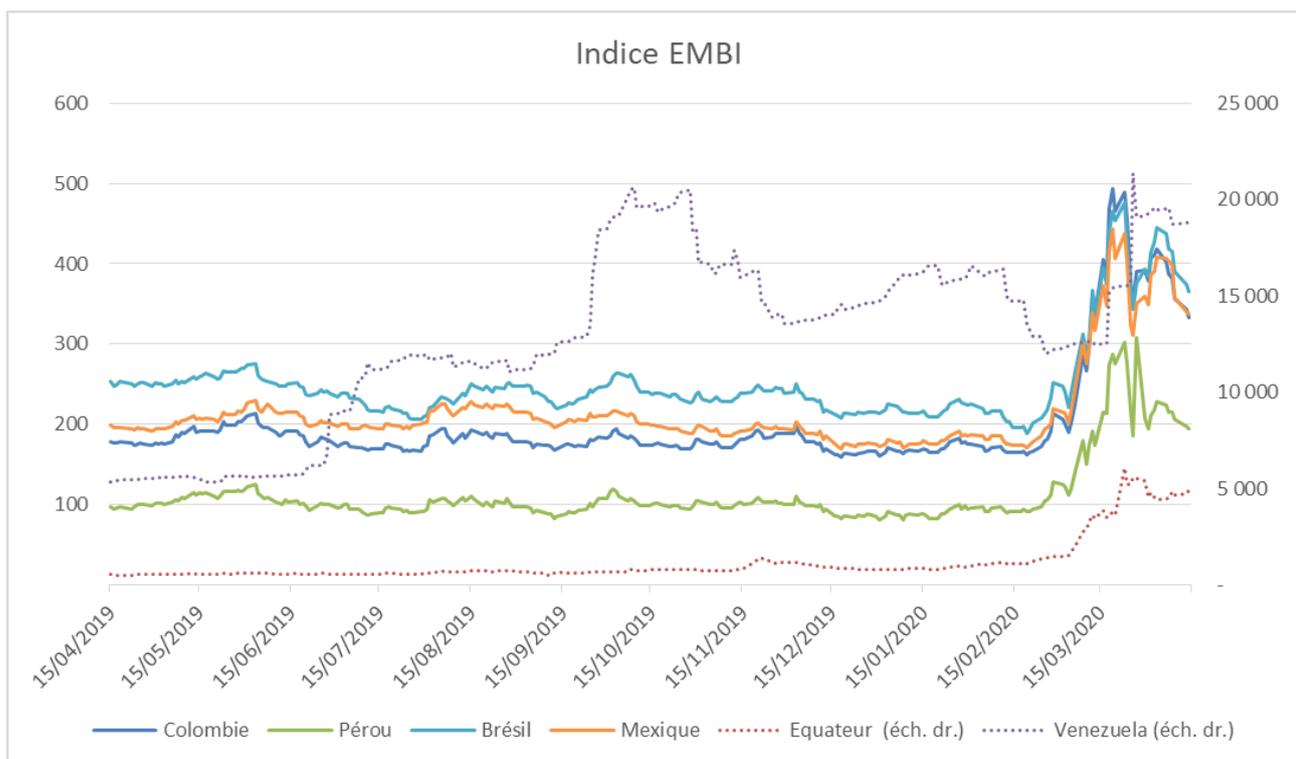
L'**Equateur (CCC- / Caa3 / C)** a vu sa note abaissée par les trois agences (et à trois reprises par Fitch) depuis le mois de février, reflétant l'impact de la chute des prix pétroliers, les difficultés de mise en œuvre de l'accord avec le FMI et les craintes de défaut suite aux annonces de moratoire des intérêts sur les obligations souveraines.

Le **Guyana** n'est actuellement noté par aucune des trois grandes agences, mais envisage de procéder à une demande de notation dans les prochaines années, dans le contexte de la mise en huile de ses champs pétroliers.

Au **Pérou (BBB+ / A3 / BBB+)**, le programme économique pour faire face au covid-19 (12% du PIB) peut être financé aux 2/3 par le fonds de stabilisation budgétaire (15% du PIB) et 1/3 par la Banque centrale. Le pays peut par ailleurs s'endetter à des taux bas vu son faible niveau d'endettement (27% du PIB). Les investisseurs restent toutefois attentifs à l'éventuelle promulgation de la loi qui permettrait le retrait de 25% des fonds AFP.

Le **Suriname (CCC+ / B2 / CCC)** a vu sa note abaissée par S&P et Fitch début 2020, face à la poursuite de la dégradation des comptes publics et des incertitudes sur la légitimité de la poursuite de la campagne du Président Bouterse, condamné par un tribunal local pour son rôle dans les répressions militaires de 1982.

Le **Venezuela (SD / C / non-noté)** est affecté par un prix du baril désormais sous le seuil de rentabilité des puits locaux et les mesures pour endiguer l'épidémie de covid-19. Alors que le pays est déjà en situation de défaut sélectif (19,8 Mds USD d'arriérés sur la dette obligataire), la chute de la production pétrolière pèsera sur les remboursements envers la Chine et les importations.



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtresor.gouv.fr).

Service économique régional
 Adresse : Carrera 11 No. 93-12
 Bogota - COLOMBIE

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine
 Revu par : Alexandre LAURENT

Version du 16 avril 2020